

# Emmanuel Macron : le programme rêvé du Medef et des marchés financiers

Denis Durand

La publication, longtemps retardée, du programme électoral d'Emmanuel Macron n'aura surpris personne. De longue date, les déclarations du candidat, ancien ministre et ancien banquier d'affaires, caractérisent assez bien la nature de son projet. Emmanuel Macron peut être considéré comme le représentant par excellence des politiques vouées à la satisfaction des exigences des marchés financiers dans ce qu'elles ont de plus contraire aux exigences qui montent dans la société en matière de lutte contre la précarité, de préservation des services publics, de réduction des inégalités de revenus et de patrimoine.

**O**n retrouve les recettes bien connues du MEDEF et de la droite : « donner plus de flexibilité aux entreprises », prolonger les dispositions les plus réactionnaires de la loi El Khomri, réduire les dépenses publiques avec « un débat de fond sur le périmètre d'intervention de l'État, sur sa place dans l'économie mais aussi sur le statut des fonctionnaires par exemple ».

## Quatre enjeux déterminants du débat présidentiel

### Emploi

« Vouloir préserver le *statu quo* sur le marché du travail avec le chômage de masse que l'on subit depuis 30 ans, c'est ignorer la réalité et le fait qu'une partie de nos compatriotes, au premier rang desquels les plus jeunes et les moins qualifiés, n'y ont aujourd'hui pas accès » (site officiel *En marche!*). En échange d'un meilleur accompagnement, les chômeurs seraient plus contrôlés et ne pourraient plus refuser qu'une seule offre d'emploi pertinente. Une réforme clairement inspiré du modèle danois :

- création d'une Sécurité professionnelle universelle pour les salariés, les indépendants et les fonctionnaires. À la faveur de cette réforme, la gestion de l'UNEDIC serait transférée à l'État et les cotisations des salariés seraient remplacées par la CSG;

- maintien de la durée légale du travail à 35 heures mais accords de branches ou d'entreprises permettant de proposer par exemple aux jeunes de travailler plus de 35 heures par semaine, mais 30 à 32 heures seulement pour les seniors.

- augmenter la prime d'activité de 100 euros par mois pour un chômeur passant du RSA à un emploi au SMIC;

- création de « 10 000 fonctionnaires de police et de gendarmerie sur les trois premières années du quinquennat » et de 12 000 postes dans l'éducation;

- réforme de la formation professionnelle.

### Protection sociale

La logique d'ensemble de toutes les mesures proposées est de baisser le coût du travail en transférant au budget de l'État des financements actuellement directement prélevés sur la valeur ajoutée.

- « diminuer l'écart entre le salaire brut et le salaire net en supprimant les cotisations maladie et les cotisations chômage » payées par les salariés et les indépendants. Mesure financée par une augmentation de 1,7 point de la CSG;

- baisse des cotisations patronales de 6 points, financée en partie par une hausse de la CSG. Emmanuel Macron déclare ne pas vouloir toucher à la TVA pour ne pas pénaliser les plus modestes

- retraites : moduler l'âge de départ à la retraite en fonction des métiers, en la faisant passer de 60 ans minimum à 67 ans maximum. Emmanuel Macron est favorable à une retraite à points et à un financement par l'impôt;

- santé : « responsabilisation des acteurs » mais sans toucher aux remboursements des petits soins. Prise en charge à 100 % par la Sécurité sociale et les mutuelles des soins optiques, dentaires et auditifs. Une mesure qui serait notamment permise par un abaissement des prix des lunettes ou des prothèses *via* une concurrence accrue et davantage de transparence sur les tarifs.

### Entreprises

Pas davantage que chez François Fillon, on ne trouve dans les propositions d'Emmanuel Macron la moindre interpellation des banques sur la façon dont elles ont abandonné leurs responsabilités en matière de financement de l'économie. Au contraire, l'ancien associé de la banque Rothschild se prononce, sur le modèle anglo-saxon et dans la lignée des projets européens de titrisation, pour « réduire la part du financement de l'économie qui passe par ces intermédiaires que sont les banques et les assurances » ! Il s'agirait donc non seulement d'« orienter l'épargne française » (notamment celle qui est collectée sur les contrats d'assurance-vie) « vers le financement en fonds propres », beaucoup plus exigeant en termes de rentabilité, et de développer l'actionariat salarié,

mais aussi, très explicitement, de « développer des fonds de pension à la française » ! ;

- supprimer les actions et part d'entreprises de l'assiette de l'ISF « pour en faire un impôt sur la rente immobilière ». Maintien de l'abattement sur la résidence principale et les œuvres d'art;

- transformer le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en « allègement de charges durable », et l'étendre aux « petites entreprises, indépendants et entreprises de l'économie sociale et solidaires ».

### Europe

Emmanuel Macron propose en premier lieu la création d'un « gouvernement économique européen fort » et la création d'« une capacité d'emprunt propre de la zone euro ». Dans son cas, à la différence de François Fillon, ces préconisations se revendiquent explicitement d'un fédéralisme européen accru, venant réduire les prérogatives des États membres : le « gouvernement économique européen » serait doté de son propre budget et il « serait tenu d'agir dans le seul intérêt de l'ensemble de la zone monétaire » :

- un budget commun à la zone euro, de « plusieurs centaines de milliards, axé sur les investissements;

- un ministre des Finances de la zone euro chargé de définir les priorités de réforme, la coordination des politiques fiscales, sociales et énergétiques ;

- politique monétaire : « l'idée qu'il est préférable que la Banque centrale dirige la politique monétaire indépendamment des autorités gouvernementales est bien ancrée dans la théorie économique. Les travaux de Kydland et Prescott (1977), Barro et Gordon (1983) et Rogoff (1985) montrent qu'ainsi les banques centrales évitent le biais inflationniste que provoquent les gouvernements nationaux de façon intéressée. L'indépendance des banques centrales a permis à celles-ci de maîtriser efficacement l'inflation et de la maintenir à un bas niveau : il est amplement prouvé que plus le degré d'indépendance est élevé, plus l'inflation est faible. C'est en ce sens qu'Emmanuel Macron rappelle que « la BCE est indépen-

En échange d'un meilleur accompagnement, les chômeurs seraient plus contrôlés et ne pourraient plus refuser qu'une seule offre d'emploi pertinente.

dante et fait tout ce qui est nécessaire pour remplir son mandat ».

### Tout pour la baisse du coût du travail, le capital peut dormir tranquille

Emmanuel Macron est encore plus obséquieux que François Fillon vis-à-vis des marchés financiers et de la domination allemande sur l'Union européenne. Pour lui, « la clef vis-à-vis des marchés comme de nos partenaires est de pouvoir démontrer une baisse de nos dépenses courantes et une croissance dynamique ».

Ses propositions (respect des 3 % de déficit, 60 milliards de baisse des dépenses publiques, dont 10 milliards sur les collectivités locales et 15 milliards sur l'assurance maladie) visent ainsi à « faire nos preuves » en six mois, avant l'élection allemande, alors que Fillon prévoit de déroger temporairement aux normes budgétaires pour réaliser un « choc de compétitivité ». Du coup on saisit mal comment l'ancien locataire de Bercy entend financer la baisse de 10 milliards de la taxe d'habitation dont il entend se servir pour s'atti-

rer les bonnes grâces des couches moyennes.

Contre toute l'expérience des trente dernières années, le candidat appuie ses propositions sur l'idée que le retour de l'emploi pourrait être obtenu par la flexibilisation du marché du travail: confirmation de l'inversion de la hiérarchie des normes consacrée par la loi El Khomri, baisse des cotisations patronales de 6 points, financée en partie par une hausse de la CSG (Emmanuel Macron déclare ne pas vouloir toucher à la TVA pour ne pas pénaliser les plus modestes), « vraie sécurité professionnelle » inspirée de la flexisécurité danoise et très autoritaire pour les chômeurs...

En revanche, rien n'est prévu pour changer le comportement des banques et la politique monétaire. Emmanuel Macron espère pourtant réaliser un plan d'investissement de 50 milliards (dont 15 milliards pour la formation) en profitant des taux d'intérêt actuellement bas. Or, la remontée des taux est en train de se dessiner sous l'impulsion de la politique monétaire américaine et en lien avec la petite reprise conjoncturelle

de l'activité et de l'inflation dans la zone euro. C'est là un point faible de son scénario macro-économique qui a été immédiatement relevé par les économistes.

Le réalisme invoqué par Emmanuel Macron n'est rien d'autre que l'acceptation enthousiaste du monde sans âme où les banquiers d'affaires font « le travail de Dieu » (selon l'expression d'un PDG de Goldman Sachs) et préparent chaque jour de futures crises qui menacent l'existence même de la civilisation. Face à ces menaces, le PCF propose une autre cohérence, aussi attentive au renforcement de l'offre qu'à la stimulation de la demande. Cette cohérence s'exprime dans des projets concrets comme la sécurisation de l'emploi et de la formation et le développement de nouveaux services publics. Elle ne repose pas sur une confiance illusoire dans les marchés et dans le patronat mais sur la conquête de pouvoirs directs, par les travailleurs et par les citoyens, sur la gestion des entreprises et sur le crédit bancaire. ■■■

de baisses des dépenses publiques et sociales, de réduction d'impôts pour les plus riches et les entreprises. De l'autre, la stratégie plus gradualiste d'Emmanuel Macron, les mêmes mesures étant prises